

dimanche,  
12 avril  
2015  
19:54

Écrit par  
cndd-  
burundi.com

## Dans son interview, Léonard NYANGOMA, Président du CNDD, réitère son appel à un gouvernement de transition.



Le Burundi est aujourd'hui à la une de l'actualité. Pas pour le meilleur malheureusement. Le pays se débat en effet dans une situation inédite où des citoyens sont appelés aux urnes dans un contexte d'insécurité généralisée. Ils vont aussi voter alors que les résultats des urnes sont déjà connus, tout le processus électoral ayant été noyauté par une commission électorale nationale dite indépendante, aux ordres d'un

Président de la République qui se débat désespérément pour rester au pouvoir après ses deux mandats constitutionnels. La situation est d'autant plus douloureuse que le parti présidentiel est lui-même en lambeaux suite aux déchirements internes qui trouvent leur source dans des contradictions de tout genre qui minent l'organisation. Tout cela sur fond d'une terrible érosion économique dont le premier corollaire est la paupérisation d'une population qui ne sait plus à quel saint se vouer. Nyangoma ne croit pas à des élections démocratiques dans un pays ayant perdu les fondements de sa souveraineté. Le deuxième mandat de Nkurunziza a été caractérisé aussi par un climat délétère de guerre larvée. Dans de telles conditions, Nyangoma se demande si réellement les partis politiques de l'opposition ont eu des opportunités d'approcher les citoyens et de partager avec eux leurs préoccupations quotidiennes et leur projet de société. C'est même ce contexte qui a poussé Cndd-burundi.com à approcher le président du CNDD, pour s'enquérir de ses analyses de la situation, des conséquences, des solutions possibles, et pour savoir la position du parti CNDD qu'il dirige sur l'ensemble du processus électoral.

***Cndd-burundi.com : Monsieur Nyangoma, cela fait un bon bout de temps que l'on ne vous entend pas. A quoi est dû ce silence?***

**Léonard NYANGOMA :** Je ne me suis jamais tu. Si ce n'est pas moi qui parle, c'est le parti qui s'exprime. Vous aurez constaté que ces derniers jours, nous avons multiplié des déclarations sur la situation actuelle. Nous ne nous sommes donc pas tus, nous poursuivons le combat démocratique.

***Cndd-burundi.com : Justement, votre porte-parole, François Bizimana, bien connu dans les milieux médiatiques et politiques vous a lâché. Pourquoi ce divorce et comment l'avez-vous vécu?***

**Léonard NYANGOMA :** Concernant d'abord le deuxième aspect de votre question, il est évident que quand un militant quitte le parti, cela me fait beaucoup de peine. Comme tout un chacun, un tel départ crée un sentiment de tristesse, d'échec, car, en tant que chef d'un parti politique, mon ambition est de rassembler tout le monde autour d'un idéal et d'un projet de société. Ça c'est le deuxième aspect de votre question. Sur le premier aspect, à savoir le pourquoi de ce divorce, je dirais qu'il n'y a pas eu de divorce car il n'y a eu ni dispute ni incompréhension. Je vais vous surprendre en vous disant que moi-même j'ai appris le départ de François comme vous dans les médias. Cela dit, moi je respecte les choix de chaque individu. Y compris ceux qui me font mal. Je suis démocrate. J'apprécie le travail qu'il a accompli avec nous au sein du CNDD et l'en remercie, et je lui souhaite de continuer, là où il est, à lutter pour notre idéal commun.

***Cndd-burundi.com : Bon. Allons à l'essentiel, c'est-à-dire la situation que vit le pays actuellement. Mais tout d'abord, commençons par le fameux 3ème mandat du***

***Président Nkurunziza. Sans doute que vous ne le souhaitez pas ?***

**Léonard NYANGOMA** : Je ne le souhaite pas car il n'est pas souhaitable pour au moins deux raisons. D'abord, ce mandat n'est pas légal car il est contraire à l'esprit et à la lettre de l'Accord d'Arusha et de la Constitution. Ensuite, ce mandat n'est pas légitime, car le Président Nkurunziza a échoué de A à Z à conduire notre pays sur la voix de la démocratie et du développement. Durant tout son règne, Nkurunziza a dénaturé le sens de l'État, à telle enseigne que le pays a perdu toute sa souveraineté sans laquelle on ne peut bâtir une véritable démocratie. Nkurunziza, à la tête d'une oligarchie, a bradé systématiquement les richesses du pays, notamment par la privatisation sauvage des entreprises de l'État, par des contrats illicites d'exploration et exploitation minière... Je pense que je n'ai pas à épiloguer. Cela est un constat de tout le monde. Une amère réalité qui crève les yeux. Mais, même si les médias se focalisent beaucoup sur ce fameux mandat comme vous le dites, je dois vous dire que pour moi cette question de mandat n'est pas le plus grand problème de ce pays, à la veille des élections. Le plus grand problème pour moi, c'est la manière dont ces élections ont été organisées et surtout l'environnement sécuritaire qui les entoure. Durant ce deuxième mandat, nous avons assisté à un déploiement des milices armées Imbonerakure sur toutes les collines du pays, ainsi qu'à la distribution massive de milliers d'armes à feu à ces dernières. L'organisation proprement dite des élections a été caractérisée par des irrégularités et des fraudes massives en amont. Aujourd'hui, le parti au pouvoir sait à l'avance qu'il les a gagnées : et pour cause, des mécanismes ont été enclenchés pour les gagner : la fraude et la terreur. Bref nous sommes un pays en guerre, comment voulez-vous dans ces conditions préparer des élections libres et transparentes ? Nous devons apprendre aussi les leçons d'ailleurs, où l'on a imposé des élections dans des pays dans une situation de guerre.

***Cnnd-burundi.com : Mais vous allez tout de même participer à ces élections !***

**Léonard NYANGOMA** : La question est de savoir d'abord si elles vont avoir lieu. Si vous analysez bien la situation, il y a des signes qui montrent bien que ces élections vont se dérouler dans des conditions très difficiles, ou n'auront même pas lieu. Combien de gens se sont fait inscrire pour voter, pourquoi la CENI a-t-elle dû prolonger la période de dépôt des dossiers ? Combien de listes de candidats ont été enregistrées ? Ces élections peuvent même déclencher des situations très douloureuses pour le pays et provoquer une grave crise. Mais je ne veux pas être un prophète de malheur. J'ai confiance en les Burundais et en leur capacité de faire de bons choix pour éviter une autre guerre, même si les gens du pouvoir cherchent à tout prix à nous l'imposer. Cela dit, le CNDD évolue dans le cadre d'une coalition, l'ADC-IKIBIRI, qui s'est clairement prononcée pour la participation à ces élections, mais pas à n'importe quel prix. Nous allons continuer de réclamer la dissolution préalable des Imbonerakure, la création de conditions électorales équitables. Nous voulons bien accompagner le processus électoral, mais à l'impossible nul n'est tenu. Si le processus

déraille, ce ne sera pas notre faute, mais celle du parti au pouvoir qui veut gagner par des moyens malhonnêtes, et qui n'a tiré aucune leçon de notre boycott de 2010.

***Cndd-burundi.com : Mais pourquoi cet excès de pessimisme ?***

**Léonard NYANGOMA** : Il ne s'agit point de pessimisme. Il s'agit de la réalité que certains ne veulent pas regarder en face, nous sommes des responsables et nous ne pouvons pas continuer à faire la politique de l'autruche. Comment penser que des élections peuvent avoir lieu dans un pays où les membres du parti au pouvoir sont en désaccord public sur leurs propres candidats ? Comment penser que des élections vont se dérouler normalement dans un pays où la 2ème et la 3ème personnalités du pays, à savoir les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale sont arrêtés par un simple policier. Quelles élections quand le parti au pouvoir n'entend ni les perdre, ni partager la victoire avec les autres partis, quand il ne vise qu'une majorité écrasante déjà écrite en machine et sur papier? Quelles élections quand les partis ne peuvent concourir ? Quelles élections quand la CENI est inféodée à un pouvoir dont ses porte-paroles appellent publiquement au meurtre des opposants et de ceux de leur parti qui s'opposent à un mandat illégal et illégitime ? Quelles élections quand, à leur approche, les populations fuient le pays par peur des miliciens qui écument tous les coins du pays? Tout cela, est-ce du pessimisme ou l'expression d'une triste réalité ? C'est la pure réalité que les gens devraient avoir le courage d'affronter.

***Cndd-burundi.com : Mais Monsieur le président du CNDD, s'il n'y a pas élections, qu'est-ce que vous proposez d'autre ?***

**Léonard NYANGOMA** : Dans notre dernière déclaration du 27 mars 2015, nous avons bien rendu publique notre position. Nous avons indiqué que les Burundais devraient s'asseoir ensemble pour mettre en place un gouvernement de transition dont la principale tâche sera d'organiser les élections, mais après avoir stabilisé le pays, après s'être assuré que les citoyens peuvent physiquement et moralement participer à des élections. Car les élections ne doivent pas être une fin en soi. Nous avons été les premiers à appeler pour ce gouvernement de transition. Dans le passé nous avons été incompris, même si les événements ont fini par nous donner raison. Mais cette fois-ci, je crois savoir que cette question de transition n'est plus un sujet tabou. Beaucoup de responsables de haut niveau la jugent incontournable. Face à une telle situation explosive et à l'entêtement du régime de Nkurunziza dans l'exclusion et la violence, il est impossible de tenir des élections dignes de ce nom. Il faut donc que tous les Burundais patriotes, toutes les forces vives de la nation s'organisent pour faire pression en vue des pourparlers entre le pouvoir et l'opposition pour mettre en place un gouvernement de transition, qui aurait des missions claires et convenues, et aboutirait à l'organisation d'élections libres, impartiales et transparentes. Si le pouvoir n'en veut pas l'histoire lui demandera des comptes.

***Cndd-burundi.com : Et quelles seraient d'après vous les missions de ce***

## ***gouvernement de transition ?***

**Léonard NYANGOMA** : L'urgence pour le pays aujourd'hui est de nourrir la population dont la plupart est incapable de s'offrir deux repas par jour. Lors de la dernière déclaration du parti CNDD, nous avons laissé entendre que ce gouvernement mettrait en place un plan d'urgence contre la faim, la pauvreté et le chômage au Burundi. Ceci est une priorité, car nous sommes assis sur une bombe qui demain va nous éclater à la figure.

Ensuite ce gouvernement organiserait un dialogue sur un certain nombre de textes de lois controversés dont la loi sur la presse, la loi sur les partis politiques, le code électoral, le statut de l'opposition, la loi sur les réunions et manifestations publiques, la loi sur les Asbl etc. Il est inutile, voire suicidaire de faire marcher le pays sur des rails législatifs controversés car antidémocratiques et liberticides.

Troisièmement, il serait question pour ce gouvernement de rechercher un accord sur les questions électorales dont notamment la mise en place d'une nouvelle CENI véritablement indépendante et non inféodée à quelque pouvoir que ce soit, même transitionnel. Ce gouvernement délivrerait alors des cartes électroniques d'identité à tous les Burundais en âge de la posséder, constituerait le nouveau fichier électoral et étudierait le nouveau calendrier électoral et ; reverrait le rôle de la cour constitutionnelle en matière électorale etc.

***Cnnd-burundi.com : Mais c'est tout un programme, monsieur le président du CNDD !***

**Léonard NYANGOMA** : Bien sûr qu'il s'agit de tout un programme. Mais mieux encore, il s'agit d'un cahier de charge précis dont chacune de ses composantes serait réalisée dans un timing précis. Ce gouvernement aurait aussi la charge d'étudier les modalités d'une dissolution effective de toutes milices liées à un parti politique et de les dissoudre effectivement. Ce gouvernement devra aussi créer les conditions d'une justice transitionnelle réelle en vue de la fin de l'impunité, et revoir la commission Vérité et réconciliation. Il s'agirait également pour ce gouvernement d'organiser le retour de leaders exilés suite à des procès iniques et des menaces de mort, de remettre les partis politiques à leurs leaders légitimes et annuler les congrès illégaux qui ont abouti à des confiscations de leadership, de remettre à l'honneur les libertés politiques, de réunion et d'association, ainsi que la liberté de la presse, et enfin de conduire des élections justes, libres, inclusives, apaisées et démocratiques avec des observateurs internationaux. Voilà à notre point de vue le cahier de charge à confier à ce gouvernement. N'en déplaise à ceux qui aiment les facilités bricolées, qui ne mènent nulle part.

***Cnnd-burundi.com : Mais d'aucuns pensent qu'un gouvernement de transition sonne mal dans les oreilles des Burundais et n'hésitent pas à penser qu'il s'agit pour vous de négocier un poste dans ce gouvernement de transition***

**Léonard NYANGOMA** : Je commencerai par le deuxième aspect de votre question. Moi je

ne suis pas un opportuniste. Ceux qui me connaissent le savent. Même un gouvernement de transition sans moi ne me poserait pas de problème, j'ai même proposé que ce gouvernement soit piloté par un acteur neutre de la société civile. L'important est de former une équipe dynamique de transition qui comprend le cahier de charge et qui lit clairement et correctement la feuille de route. Donc ceux qui me prêtent des intentions opportunistes se trompent énormément. Vous dites donc que d'aucuns pensent qu'un gouvernement de transition sonne mal pour les Burundais. Pouvez-vous s'il vous plaît me dire ce que vous entendez par ce "d'aucuns" ?

***Cndd-burundi.com : Nous ne pouvons pas vous dire des noms, mais il y a des écrits qui font croire notamment que les Burundais gardent un mauvais souvenir d'un gouvernement de transition et que ce dernier dans un contexte actuel fait l'affaire de Nkurunziza en amenant les militants du CNDD-FDD aujourd'hui divisés à serrer les rangs.***

**Léonard NYANGOMA :** Ah ! Je vois maintenant les écrits auxquels vous faites allusion. Jusqu'aujourd'hui, nous n'avons connu que deux gouvernements de transition après l'indépendance. Ceux de Pierre Buyoya et de Domitien Ndayizeye après la signature de l'accord d'Arusha. Et à ce que je sache, il n'y a aucun mauvais souvenir que ces gouvernements réveillent dans l'esprit des Burundais. Au contraire. Vous êtes d'accord avec moi. Quant au resserrement des liens des cadres et militants du CNDD-FDD après la saignée créée par le troisième mandat de Nkurunziza, croyez-moi, ce qui se passe dans ce parti est très profond. Il s'agit de contradictions sérieuses qui agitent la direction du parti de Pierre Nkurunziza. Ces contradictions ne sont pas de façade et ne peuvent donc être enrayerées par la simple évocation d'un gouvernement de transition. La cause du problème est interne, la solution ne peut être externe. A ce que je sache, ceux qui ont perdu leur poste ou ont été radiés n'ont pas été repris après notre déclaration ; ceux qui ont perdu leur garde personnelle ne l'ont pas retrouvée. Et voyons la place qu'auront les frondeurs lors du congrès du parti et leur réaction en cas de marginalisation. Il y a là des contradictions internes trouvant leur source soit dans la conception, soit dans l'acquisition, soit dans l'exercice soit dans la sortie du pouvoir, ou tout simplement des quatre à la fois.

***Cndd-burundi.com : Une question personnelle Monsieur Nyangoma. Seriez-vous prêt à diriger pareille transition ?***

**Léonard NYANGOMA :** Franchement je dirais que non. Et la question n'a jamais effleuré mon esprit. Cela dit la direction de la transition n'est pas une affaire d'individu. Il s'agit plus d'une équipe que d'un homme, une équipe capable de se soumettre à un cahier de charge dans la conduite des affaires de l'Etat. Une équipe ayant une feuille de route précise. Sans doute des qualités personnelles d'organisation, de dynamisme, de loyauté à la nation, de collégialité seront nécessaires au chef de la transition. Soyez rassuré, bien des Burundais en sont dotés. Donc, moi ou un autre, l'essentiel n'est pas là. Mais notre parti ne se

déroberait pas pour apporter sa contribution en vue de remettre la démocratie sur les rails. Je suis un homme politique, ayant un projet de société bien précis pour le Burundi et les Burundais. C'est ce projet là que je souhaite voir réaliser. C'est cela qui m'intéresse. Et pour pouvoir proposer ce projet, pour le soumettre à l'appréciation des Burundais, il faut que le cadre, l'environnement s'y prêtent. Ce qui n'est pas le cas sous le régime Nkurunziza.

***Cndd-burundi.com : En d'autres termes vous ne rentrez pas pour participer à ces élections ?***

**Léonard NYANGOMA :** Haaaaa ! Moi j'ai toujours dit que je suis toujours au pays. Mon cœur est au pays. Pas ailleurs. Mes militants sont au pays. Malheureusement ils me rejoignent dans les terres d'asile par peur d'un pouvoir qui a perdu les pédales. Par ailleurs, Madame la journaliste, comment rentrer dans un pays où ce sont des miliciens qui sont devenus des gardes-frontières de la République, empêchant les gens de fuir leur propre terreur ? Mais je prends l'avion, le train ou le bus dès que les circonstances me le permettront. Si je rentre, c'est pour renforcer mon parti pour nous préparer à des élections transparentes, libres et démocratiques et non à ces simulacres d'élections dont le vainqueur est connu à l'avance. Cela dit, notre parti est dans l'ADC-IKIBIRI, où nous avons un mode consensuel de prise de décisions ?

Cndd-burundi.com : Je vous remercie Monsieur NYANGOMA.

**Léonard NYANGOMA :** Merci à vous Madame.